

POLITIQUE

CGE : L'OPPOSITION EN VEUT AU MINISTRE

L'opposition, représentée par 41 partis, a accusé hier le ministre de l'Intérieur de "fouler au pied" son devoir de neutralité dans la composition de la Commission ad hoc et du Collège spécial en vue de la mise en place du Centre gabonais des élections (CGE).

Page 3

FAIT DIVERS

LES MEURTRIERS DU VIEUX SESSI EN PRISON

Inzo Bernard Nguema et Andy Madouma, les deux jeunes auteurs présumés du meurtre à Kougoulevu d'un septuagénaire, Jean-Claude Sessi auquel ils ont volé sa maigre pension ("L'Union" du 9 avril 2018), viennent d'être écroués à la prison centrale de Libreville.

Page 12

ECONOMIE

QUID DES CRÉANCES DE 2017 ?



En réaction à un communiqué paru dans "L'Union" du 16 avril, le directeur général du budget et des finances publiques, Fabrice Andjoua Bongo Ondimba,

précise que "les dépenses différées en 2017 devront être reprogrammées en 2018 en fonction de leur priorité et de l'avancement des travaux".

Page 4

ECONOMIE

PÉTROLE : EURÉKA ! REPSOL A TROUVÉ !



Le géant espagnol Repsol a découvert du pétrole aux larges du Gabon, a annoncé mercredi, via un communiqué, son partenaire, la compagnie australienne Woodside Petroleum. Il s'agit "d'une colonne pétrolière brute de 78 mètres", découvrant du forage d'exploration du permis Ivela-1.

Page 4

SOCIÉTÉ

BIKÉLÉ : LA COLÈRE DES RÉSERVATAIRES



Les clients de la Société nationale du logement social (SNLS) ayant fait des réservations sur les appartements en construction à Bikélé ont manifesté hier devant le ministère de l'Habitat. Un comité tripartite devrait être mis en place pour examiner les propositions de ces réservataires.

Page 6

ECONOMIE

BEAC : les bénéfices chutent de moitié

Page 5

FAIT DIVERS

Le triathlète David Bellet-Brissaud retrouvé mort à Port Elizabeth

Page 12

ETRANGER

Cuba : une page se tourne

Page 21

n° 12704 - Vendredi 20 Avril 2018

42e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63 . Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

Justice/Procès Wada

LES PROLONGATIONS



Attendu pour hier, l'épilogue du procès Ministère public-État gabonais contre Blaise Wada devant la Cour criminelle spéciale (CCS) n'a pas eu lieu. En fait de plaidoiries des avocats, de réquisitions du parquet général et du verdict, c'est le fonctionnement de l'Unité de coordination des études et des travaux (Ucet), pendant que M. Wada en était le responsable, qui a été plutôt passé au peigne fin lors de l'audience d'hier. Un nouveau rendez-vous a été pris pour jeudi prochain.

Page 12

Pour moi quoi...

Il a fallu que le gouvernement décide de différer le règlement de sa dette vis-à-vis des sociétés pour que cela soulève un tollé chez les chefs d'entreprises. Tout simplement parce qu'ils se reprochent quelque chose.

Ce petit quelque chose, c'est que désormais, l'Etat prendra tout son temps pour vérifier sur le terrain si effectivement les travaux de construction de l'école, du dispensaire, de la route, du pont, etc ont été réalisés dans les règles de l'art, avant de faire l'objet de règlement. Avec, à l'appui, la facture avec ou sans mention "service fait" de l'autorité là-bas au Budget. Cette décision, bien entendu, n'a pas été du goût des patrons d'entreprises qui ont commencé à crier sur les toits que l'Etat a effacé ses dettes. La chanson, on la connaît par cœur...

Comme on le voit, le gouvernement a vu juste en frappant là où ça fait très mal. Vous savez, ce pays n'importe qui, n'importe quand et n'importe comment, vient facilement le piller avec la complicité des cadres gabonais de la chaîne de la dépense publique. Il suffit qu'on délivre à un entrepreneur une simple convention pour tel ou tel projet, celui-ci se répand dans tout le pays que l'Etat lui doit des milliards alors qu'il a fait son job. Ce qui est faux. C'est ainsi que beaucoup ont réussi à voler l'argent du contribuable gabonais en se faisant payer sur cette base. Ça suffit comme ça ! Tant pis pour les magouilleurs qui ne veulent pas de cette opération de "salubrité publique". On n'a que faire de leur agitation vaine et stérile. Et puis quoi encore ?

... Makaya